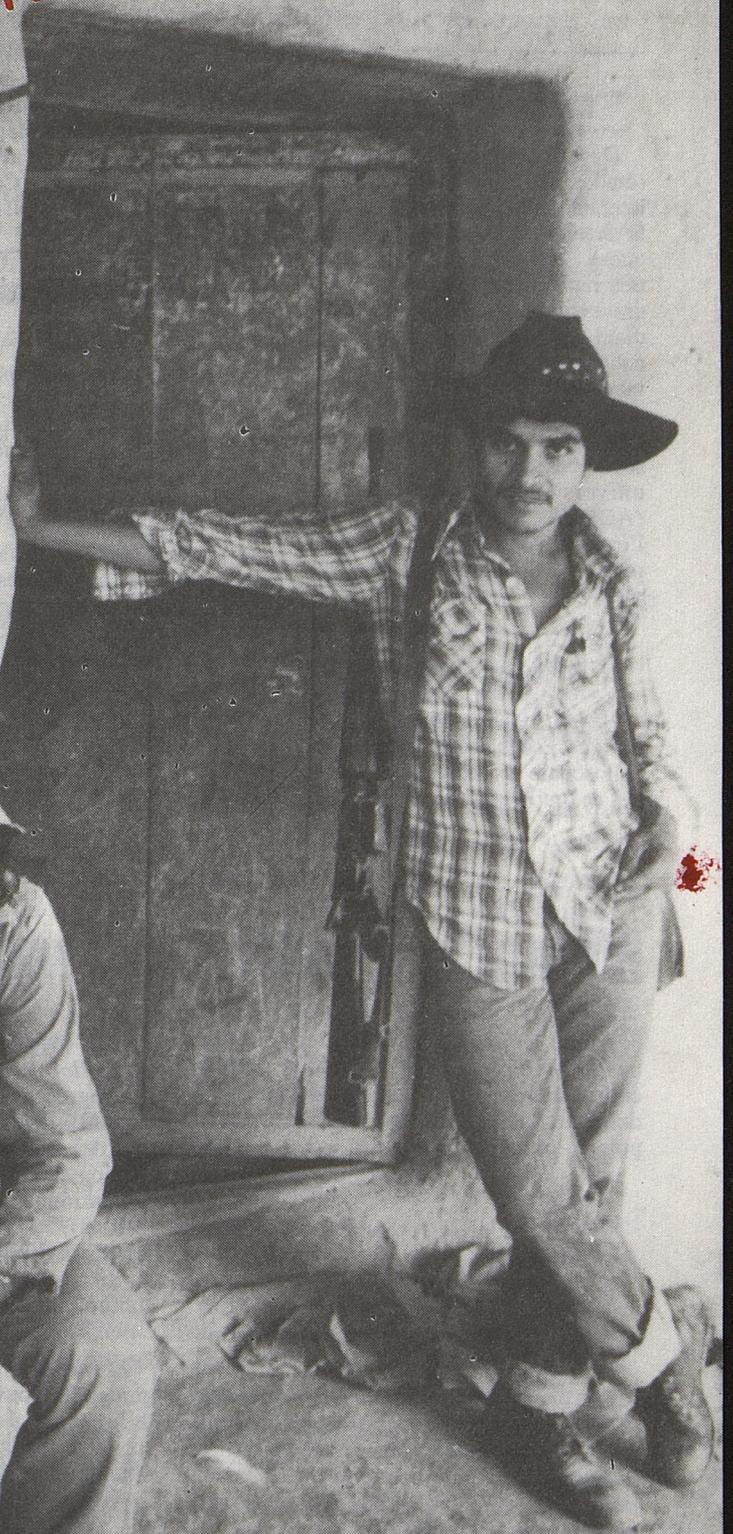


FARABUNDO

Bimestriel du Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador n°1 Décembre - janvier 1982 5 F



EL SALVADOR VAINCRA



40P.10951

27 novembre 1980

La junte assassina six dirigeants du peuple

Le 27 novembre 1980, au Salvador, six membres de la Commission exécutive du Front démocratique révolutionnaire (FDR) étaient assassinés par la junte démocrate-chrétienne alors qu'ils s'apprétaient à tenir une conférence de presse au collège catho-

que San José de la Montana. Ils furent capturés par l'armée salvadorienne aidée par des organisations paramilitaires et leurs corps, retrouvés dans différents quartiers de San Salvador, portaient des traces de tortures.

Manuel Franco

Durant sa vie universitaire (études de droit et de relations internationales puis professorat à la faculté de Sciences économiques), Manuel Franco rejoignit très rapidement le Front d'action universitaire - FAU, Front étudiant de l'Union démocratique nationaliste, UDN — dont il devient secrétaire général. Dans les années 1974-75, il est élu président du conseil exécutif de l'association générale des étudiants universitaires salvadoriens (AGEUS) et acquiert alors l'expérience et la maturité qui feront de lui un dirigeant du peuple.

Enrique Escobar

Né en 1942 à Quzaltepeque, Enrique Escobar était étudiant en philosophie et en sciences sociales ce qui l'amena, après avoir

obtenu une bourse de l'Université nationale, à se rendre en Ecosse de 1969 à 1972. Quelques mois avant de mourir, il avait déjà fait l'objet d'une tentative d'assassinat. Il était membre du Comité exécutif du FDR depuis mai 1980.

Enrique Alvarez Cordova

Alvarez Cordova participa à la première junte, le 15 octobre 1979, en tant que ministre de l'Agriculture. Dans ses fonctions gouvernementales, il tenta d'impulser la réforme agraire mais se rendit rapidement compte qu'il était impossible de convaincre l'oligarchie. Il fut l'un des premiers à démissionner lorsqu'il devint évident que le gouvernement était contrôlé par l'oligarchie et les fascistes.

Dès lors, il mit toute son énergie au service du peuple et créa le Mouvement indépendant des professions libérales et des tech-

niciens, le Front démocratique, puis finalement le Front démocratique révolutionnaire qu'il présida jusqu'à sa mort.

Juan Chacon

Originaire d'une famille de paysans du département de Chaltenango, Juan Chacon est contraint à émigrer à San Salvador pour trouver du travail. Au début de 1976, il entre de façon décidée dans le mouvement populaire. En 1978, il a des responsabilités au niveau de la direction du Bloc populaire révolutionnaire (BPR) et est chargé du secrétariat des conflits de cette organisation. Lors du troisième congrès du Bloc, en septembre 1979, il est élu secrétaire général.

Doroteo Hernandez

Lorsqu'il mourut, Doroteo Hernandez était dirigeant de l'Union des habitants de taudis (Union de pobladores de Tugu-

rios), secteur appartenant au Bloc populaire révolutionnaire. Malgré leurs conditions d'existence extrêmement précaires, les habitants des bidonvilles et des zones marginales ont su s'insérer dans le vaste mouvement populaire qui lutte contre l'oligarchie et l'impérialisme.

Humberto Mendoza

En 1970, Humberto Mendoza était membre du comité exécutif de l'Association générale des étudiants universitaires salvadoriens (AGEUS). Ses activités politiques débordent très vite les cercles universitaires et il s'intéresse aux syndicats et aux campagnes. Ses préoccupations pour l'avenir de son peuple l'amènent à s'engager dans le Mouvement populaire de libération (MPL) où il occupe un poste de direction. En mai 1980, il devient représentant de son organisation à la Commission exécutive du Front démocratique révolutionnaire.

Mieux connaître le Front Farabundo

Formé le 15 octobre 1980, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) constitue l'avant-garde de la révolution salvadorienne. Il est composé de 5 organisations politico-militaires :

- Les Forces populaires de libération (FPL)
- Le Parti de la révolution salvadorienne (PSR-ERP)
- La Résistance nationale (RN)
- Le Parti communiste salvadorien (PCS)
- Le Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC).

Le Front démocratique révolutionnaire (FDR) réunit sur un programme de gouvernement tous les secteurs démocratiques et révolutionnaires en lutte contre la dictature militaire. Créé le 18 avril 1980, il se compose de plusieurs organisations :

a) Les partis politiques :

Le Mouvement national révolutionnaire (MNR) membre de l'Internationale socialiste, son secrétaire général Manuel Hongo est le président du FDR. Le Mouvement populaire social-chrétien.

b) Les organisations de masse :

Le Bloc Populaire Révolutionnaire (BPR) qui regroupe la Fédération chrétienne des paysans salvadoriens (FECCAS) la Fédération des travailleurs de la campagne (FTC), l'Union des paysans (UTC), le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Salvador (MERS), le Front révolutionnaire du 30 juillet (FUR 30), les Etudiants révolutionnaires du 19 juillet (UR 19), le Mouvement de la culture populaire, l'Association nationale des enseignants salvadoriens (ANDES).

Le Front d'action unifié (FAPU) qui regroupe le Mouvement révolutionnaire paysan, le Front des étudiants révolutionnaires, l'Association révolutionnaire des lycéens, l'Organisation des instituteurs révolutionnaires, l'Avant garde prolétaire.

Les Ligues du 28 février (LP 28) qui regroupent les Ligues populaires ouvrières, les Ligues populaires paysannes, les Ligues populaires de lycéens, les Ligues populaires des étudiants, l'Association des vendeurs de marché, les Comités de quartiers.

L'Union démocratique nationaliste (UDN)

qui regroupe l'Association des lycéens, le Front d'action universitaire, l'Association des paysans, la Centrale unitaire des travailleurs.

Le Mouvement de libération populaire (MPL) qui regroupe la Brigade des paysans, le Comité de base ouvrier, la Brigade révolutionnaire de lycéens.

c) Les syndicats et autres organisations :

La Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), la Fédération des syndicats de l'industrie alimentaire et textile du Salvador, la Fédération des syndicats révolutionnaires, la Fédération unitaire des syndicats salvadoriens, Syndicat des travailleurs de la Sécurité Sociale, le Mouvement indépendant des cadres, l'Association des transporteurs d'El Salvador, l'Université nationale d'El Salvador, l'Association générale des étudiants de l'Université nationale d'El Salvador.

d) Les organisations ayant le statut d'observateur :

Fédération nationale des petites et moyennes entreprises, l'Université centro-américaine José Siméon Canas.

Sommaire

Le 27 novembre 1980, la junte assassinait lâchement six dirigeants du peuple

Pour mieux connaître le Front Farabundo Marti de libération nationale

Arturo Chevez, membre de la Corinter, répond aux questions que Farabundo est allé lui poser au Mexique

Les révolutionnaires mènent une offensive tous azimuts, tant sur le plan militaire que diplomatique

Les réfugiés, laissés pour compte de la guerre, souffrent des crimes et persécutions perpétrés par la junte

La première rencontre de solidarité réunie à Mexico s'est prononcée pour une mobilisation internationale de soutien au Salvador en lutte

Les « maux de tête de Washington »

France : un front de solidarité se développe contre l'impérialisme

Honduras : un nouveau bastion contre-révolutionnaire ? Le peuple hondurien s'organise pour faire échec à cette stratégie nord-américaine

Parallèlement à la farce électorale qui se prépare pour mars 1982 au Guatemala, la lutte révolutionnaire s'intensifie

Pour sortir de la crise

L'impérialisme nord-américain et l'oligarchie du Salvador portent la responsabilité de toutes les souffrances qui accablent le peuple salvadorien. Pour les uns comme pour les autres, le Salvador n'est autre chose qu'une source de profits. Pour eux il ne s'agit que de faire fructifier leurs capitaux, avec un total désintérêt pour la misère, les maladies et la malnutrition de la majorité de la population.

Notre solidarité à l'égard de ce peuple — qui, après avoir essayé toutes les solutions pacifiques, a pris les armes contre l'oppression — doit témoigner de notre conviction que seul le mouvement révolutionnaire salvadorien est capable de sortir le pays de la crise. Celle-ci atteint tous les aspects de la vie sociale et politique, et ne pourra que s'aggraver si les aspirations populaires ne reçoivent en réponse qu'une répression de plus en plus féroce.

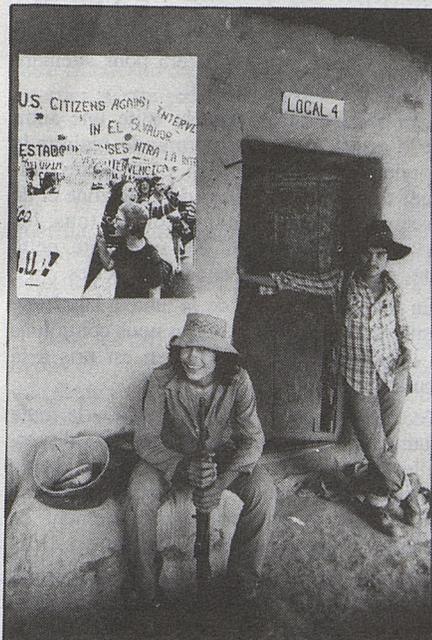
Quelles sont ces aspirations ? Seulement le droit à se déterminer librement, sans ingérences extérieures, à disposer de ses ressources naturelles hors de toute soumission aux grandes puissances impérialistes, à se donner les moyens nécessaires pour sortir du sous-développement.

Cependant l'aveuglement irresponsable de l'administration Reagan, en apportant un soutien militaire et politique à la junte de Duarte, fait courir le risque que la guerre se prolonge au Salvador, ainsi que tout ce qu'elle entraîne de souffrances pour la population.

Les hommes et les femmes épris de paix et de justice ne peuvent rester indifférents devant le courage d'un peuple qui lutte pour sa liberté, ni devant les menaces d'une politique américaine d'agression et de tension.

Le peuple salvadorien rassemblé autour du FDR - FMLN désire avant tout en finir avec cette guerre. C'est pourquoi les organisations démocratiques et révolutionnaires proposent d'entamer des négociations en vue d'arriver à la paix et aux transformations nécessaires, pour répondre aux besoins du pays. Cependant, la junte militaire et démocrate-chrétienne, encouragée par les Etats-Unis, refuse toute médiation et tout dialogue. Pour les dirigeants de la junte, la seule solution est la continuation de la guerre, la victoire militaire et la répression indiscriminée de la population civile. La sauvegarde des intérêts d'une caste oligarchique égoïste et cruelle, passe obligatoirement par l'anéantissement du mouvement populaire. Mais ce mouvement est chaque jour plus puissant et remporte de grands succès militaires et politiques. En dépit des millions de dollars versés par Reagan aux arsenaux de la junte, le FMLN étend de plus en plus son contrôle sur des territoires du pays et met en échec les contre-offensives de l'armée dictatoriale. Sur le plan politique, la junte n'a d'alliés que parmi les plus grands dictateurs d'Amérique latine. Par contre, le mouvement démocratique et révolutionnaire salvadorien recueille, de la part des peuples et des gouvernements, une reconnaissance et un soutien de plus en plus importants.

Mais l'agression nord-américaine persiste. Il est urgent de dresser en face d'elle un vaste mouvement de solidarité. Le peuple français, qui en d'autres occasions montra résolument son soutien solidaire à la cause des peuples, doit se mobiliser pour arrêter la main des massacreurs. Il est indispensable de mettre fin à l'intervention militaire nord-américaine et d'exiger le retrait de tous les conseillers militaires US du Salvador.



Directrice de la publication : Solange Ameyé
Bimestriel d'information du Comité Salvador
68, rue de Babylone, 75007 Paris
Numéro de commission paritaire : en cours
Imprimerie : Rotographie (Montreuil) - Tél.
859.00.80
Photocomposition : Sécilia (Paris 20^e) - Tél.
358.10.55

« Résister, se développer et avancer »

Les révolutionnaires marquent des points

Nous avons rencontré au Mexique Arturo Chavez, membre de la Commission des relations internationales du FDR-FMLN (CORIN-TER) qui nous a accordé cet entretien.

A. Chavez dresse ici le bilan de la situation militaire et politique au Salvador. Il envisage l'éventualité d'une solution politique en soulignant les conditions de la négociation.

Enfin, il définit l'importance et la nécessité de la solidarité internationale.

Peut-on dire que l'offensive lancée le 10 janvier est entrée dans une nouvelle étape ?

L'offensive militaire que les forces du FMLN ont entreprise le 10 janvier nous a fourni des expériences enrichissantes, dont nos combattants tirent maintenant profit pour réaliser des succès ponctuels de plus en plus importants qui mèneront à la victoire définitive contre l'impérialisme nord-américain et les forces fantoches de la junte démocratique-chrétienne.

Après l'offensive du 10 janvier nos forces ont établi une stratégie qui comprend trois aspects : résister, nous développer et avancer. Ces trois aspects sont liés et ont chacun leur rôle puisque nous pouvons distinguer trois zones différentes.

La première, contrôlée par nos forces qui se situe au nord du Salvador, la deuxième qui est une zone en dispute, d'affrontements militaires où l'on combat pratiquement tous les jours, et enfin, la zone sous contrôle de l'ennemi — les grandes villes principalement. C'est là que se concentre toute la puissance militaire et stratégique de la junte.

Cette stratégie ne se limite pas seulement à la lutte armée. Elle comprend en outre l'engagement des masses populaires et notre action politico-diplomatique sur le plan international et de la solidarité.

Dans les territoires que nous contrôlons, non seulement nous résistons mais aussi nous attaquons afin d'obtenir des succès plus importants. Par ailleurs, nous cherchons à étendre notre influence sur les zones de combat en même temps que nous développons la résistance populaire dans les grandes villes.

Notre mouvement révolutionnaire n'est pas dans l'impasse. Bien que pour l'instant, la guerre ait atteint un certain équilibre stratégique nous refusons l'idée de match nul et le fait que notre processus soit sans issue.

Nous n'étions qu'une poignée en 1970 et maintenant nous sommes tout un peuple qui, jour après jour, a évolué et a retourné en sa faveur le rapport de forces. Ce qui joue dans ce rapport de forces c'est que nous luttons

contre une intervention étrangère, contre les forces de l'impérialisme nord-américain. Nous aurions déjà pris le pouvoir si nous n'avions pour seul adversaire que les forces de la junte. Notre lutte a donc un caractère essentiellement anti-impérialiste.

Comment caractérisez-vous l'avance des forces révolutionnaires ?

Voilà deux aspects qui mettent en évidence l'avance de notre lutte : après l'offensive du 10 janvier l'ennemi a multiplié les contre-offensives (six dans le département de Chalatenango, quatre au Morazan, de dix à quinze dans la région de Guazapa). Mais depuis la mi-juillet aux premiers jours d'août nous avons mené une campagne d'offensives sur tous les plans : militaire, politique et diplomatique.

C'est dans ce cadre qu'ont lieu des actions très importantes :

- attaques contre des garnisons
- prise de Perquin (au début de l'offensive)
- prise de San Ignacio (à la fin de cette offensive).

Au cours de ces offensives nous avons fait subir des revers à l'ennemi, nous avons fait des prisonniers de guerre et récupéré une grande quantité d'armements ; en outre ses pertes en vies humaines ont été importantes. Nous aussi nous avons perdu des hommes, mais nos propres pertes sont proportionnellement inférieures à celles de l'ennemi.

Par ailleurs, les victimes auxquelles l'ennemi fait allusion se composent des civils : de femmes, d'enfants et de vieillards, en majorité. 97 % des 30 à 40 morts que l'on retrouve chaque jour sont des civils sans défense. Ils sont aussi victimes de bombardements, du napalm, des bombes au phosphore. Les 3 % qui restent sont des combattants.

En juillet nous avons manifesté notre volonté de ne pas rester confinés dans les territoires que nous contrôlons et d'avancer dans les zones d'affrontements militaires que l'ennemi occupe contre la volonté de la population civile.

Dans quel contexte situez-vous la destruction du Pont d'Or par le FMLN ?

En octobre nous avons entrepris une nouvelle campagne d'offensives importantes dont l'attentat contre le Pont d'Or. Cet attentat revêt des dimensions telles que nous pouvons dire qu'il change le cours de la guerre. Il a été planifié pour le deuxième anniversaire de l'arrivée de la junte au pouvoir et au moment que nous considérons le plus important. Il confirme encore une fois la maturité et la force que notre peuple a acquis dans la lutte.

Nous avons choisi cet objectif parce que ce pont a une importance stratégique dans les domaines économique, politique et militaire mais aussi au plan international. Ce pont servait de voie principale d'accès à l'ennemi, permettant le transport des troupes et du matériel stratégique vers la zone orientale (Département des Usulután, San Miguel, la Unión et Morazan). Il se trouvait dans une région où la population civile avait résisté à plusieurs reprises aux attaques de l'ennemi.

Certains pourront se demander : pourquoi détruire l'infrastructure ? Mais l'ennemi utilise cette infrastructure à des fins répressives. Nous le regrettons mais nous sommes décidés à détruire tout ce qui sert à l'ennemi pour contenir l'avance de nos forces. Nous sommes conscients que nous devons reconstruire tout cela, notre peuple le fera pour atteindre les objectifs de sa révolution.

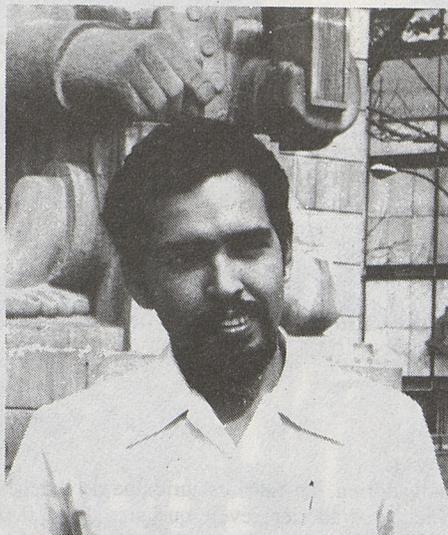
L'ennemi a utilisé par la suite une autre voie d'accès, ce qui a permis de réaliser la seconde partie de notre plan, c'est-à-dire d'attaquer toutes les garnisons de cette zone et de dresser des embuscades contre tous les convois militaires qui ont emprunté cette route, ce qui a causé beaucoup de pertes.

En réponse, l'armée de la junte a lancé une offensive contre Juacarán, où nous contrôlons un vaste territoire, et elle s'en est pris à la population civile.

Avec les attaques menées contre « la route Panaméricaine », nous avons réussi à disperser les forces de l'ennemi qui a relâché la pression sur la population civile. Et, en même temps nous avons brisé l'encercllement de Juacarán. Nous avons, ainsi, réalisé deux victoires.

Il faut ajouter que l'attentat contre le Pont d'Or a eu lieu au moment d'une offensive de la junte contre Chalatenango (la plus importante qu'il y ait jamais eu depuis le début de la guerre). 2 500 hommes de l'armée ennemie ont encerclé une de nos zones importantes. Elle a introduit en outre 1 500 hommes de la brigade aéro-transportée « ATLA-CATL » afin de nettoyer la zone. C'est ce qui a provoqué notre réaction et c'est dans ce cadre qu'il faut situer l'attentat contre le Pont

d'Or. Cette action a permis de mettre fin à l'encerclement de Chalatenango et même de récupérer certaines positions occupées par l'ennemi (Cerro de la Canada).



Comment s'organise la population civile aux côtés du FMLN ?

Si l'ennemi ne jouit pas dans les grandes villes qu'il contrôle de l'appui de la population civile on peut affirmer catégoriquement que dans les zones que nous contrôlons, nous jouissons non seulement de l'appui et de la sympathie des civils mais aussi de leur participation. C'est le peuple qui édifie le pouvoir populaire et réalise non seulement les tâches administratives mais aussi intervient dans les domaines de la production, de l'hygiène, de l'alphabétisation, de la construction etc. Les civils prennent part aux opérations de harcèlement contre les forces ennemies. Cette population exerce sa défense ouvertement.

Par ailleurs, dans les zones de combat, les civils sont aussi engagés dans la lutte, mais de façon clandestine ou semi-clandestine.

Dans les villes quadrillées par les forces armées leurs actions s'exercent d'une manière strictement clandestine, au travers de leurs organisations respectives (ouvriers, enseignants, habitants de bidonvilles, étudiants). C'est ainsi que se construit le pouvoir populaire clandestin dans les comités populaires de quartier. Cette participation des masses organisées a pour objectif la préparation des conditions insurrectionnelles.

Nous disposons de plusieurs sortes de forces : la milice populaire, les forces de la guérilla, l'armée des zones contrôlées et l'armée régulière sur le territoire national. Ces deux dernières forces constituent l'armée populaire.

Dans les différentes zones de contrôle nous avons cinq écoles militaires (une au Morazan, une dans le département de Cabanas, une en Chalatenango, une au Cerro San Pedro et une autre située dans un lieu qu'on ne peut pas situer).

Comment envisagez-vous la possibilité d'une solution politique ?

En ce moment on parle des possibilités de solution politique (de négociation, de médiation)... Il y a longtemps que nous proclamons notre volonté inébranlable d'obtenir un Gouvernement démocratique révolutionnaire (GDR) et nous la réaffirmons. Et dans ce but nous sommes décidés à faire la guerre jusqu'à la victoire, au moyen de la lutte des masses, la lutte politique, et même la négociation.

Nous sommes prêts à négocier pour obtenir un GDR et non pas à « négocier » le GDR.

La légitimité de notre lutte opposée à la non-légitimité du pouvoir en place a eu pour résultat la reconnaissance des gouvernements tels que le Mexique, la France, la Hollande, les pays non-alignés, etc. Ces pays que nous remercions profondément nous ont reconnus comme force politique, ce qui est la conséquence des progrès de notre lutte. Nous faisons passer notre projet de solution politique avant le projet de « pacification » qui est celui de la junte.

La junte croit que tout se résoudra au moyen d'élections, en oubliant les problèmes qu'il y a au Salvador. Problèmes économiques, du chômage, du coût de la vie, de malnutrition (60 % de la population souffre de malnutrition), plus de 60 % de la population est analphabète. Les problèmes sont aussi politiques : les droits du peuple salvadorien ont été systématiquement bafoués depuis des décennies. Nous venons de participer à toutes sortes d'élections, or celles-ci se sont soldées par la fraude, les massacres, l'exil de dirigeants politiques. Nous considérons que les problèmes sont aussi militaires. Il existe au Salvador des corps de répression et une armée fantoche qui jour après jour massacre, torture, font disparaître les gens du peuple. Tous ces problèmes ne se résolvent pas avec des élections.

De plus, au Salvador les conditions actuelles ne permettent pas la réalisation d'élections. Chaque jour on retrouve 30 à 40 cadavres ; l'état de siège et la loi martiale règnent de fait en permanence malgré l'abrogation de décret. Tous les dirigeants démocratiques révolutionnaires ont été désignés comme terroristes et ils sont poursuivis par les corps de répression. L'Université est fermée et les moyens de communication sont baillonnés, etc.

La junte parle de pacification et lance au même moment une grande offensive contre nos zones contrôlées. Nous ne voulons pas la guerre, nous voulons la paix, mais pour obtenir cette paix, il faut nécessairement passer par la guerre. Nous ne voulons pas la paix de six mois mais une paix durable, que nous n'obtiendrons qu'avec la disparition des assassins de notre peuple.

Notre projet consiste donc en une solution politique globale. Nous considérons que la participation de médiateurs internationaux est

importante. Nous croyons que dans ces négociations il faut envisager les problèmes politique, militaire, social, juridique, etc. Une fois réunies toutes ces conditions nous pourrions commencer à discuter des élections et non à les réaliser.

Il n'y aura pas d'élections libres au Salvador tant que notre peuple n'aura pas atteint sa libération définitive, tant que notre peuple ne pourra pas choisir librement ses dirigeants, tant qu'il n'y aura pas une armée populaire qui garantisse le bon déroulement des élections, et non une armée fantoche qui l'oblige à choisir une option et que quand elle n'est pas capable d'organiser la fraude modifie les résultats et les impose par les armes.

Nous avons présenté notre projet aux Nations Unies, nous l'avons fait connaître au monde et nous sommes prêts à engager les contacts qui favorisent une négociation. En attendant, nous ne déposerons pas les armes.

Quelle est l'importance de l'action de la solidarité internationale ?

Nous avons réussi à mettre le rapport de forces en notre faveur. Mais aussitôt après, l'impérialisme a envoyé ses conseillers, ses armes. Nous croyons que la solidarité a joué un rôle très important, ajoutée au progrès de notre lutte, elle nous a permis de faire un saut qualitatif important à plusieurs niveaux. Mais maintenant nous devons obtenir, à tout prix, que cesse l'intervention de l'impérialisme. Non seulement que cesse l'assistance des conseillers nord-américains, mais aussi l'aide militaire et l'aide des armées du Guatemala et du Honduras : le Honduras qui appuie les offensives de l'armée salvadorienne, qui prête le territoire pour que les forces aéroportées de l'ennemi parviennent à nos frontières, qui permet l'arrestation de Salvadoriens au Honduras (nous en connaissons le nombre et même le lieu de détention). Nous dénonçons également l'action des gardes somozistes, des mercenaires portoricains, et des dictatures du cône sud, avec l'Argentine à leur tête.

Nous brandissons le drapeau de la non intervention et du droit à la libre autodétermination de notre peuple. Nous voudrions que toute la solidarité appuie nos efforts, au moyen de manifestations, aide financière, témoignages, participations auprès d'organismes internationaux etc.

La solidarité internationale n'est pas une force spontanée, mais une grande force consciente, capable de reconnaître les peuples qui luttent pour leur liberté. Les militants de la solidarité sont aussi des combattants. Ils affirment le droit du peuple salvadorien à l'autodétermination. Grâce à eux nous ne nous sentons pas seuls.

La bataille diplomatique

La déclaration conjointe des gouvernements français et mexicain présentée devant le Conseil de sécurité des Nations Unies le 28 août dernier a mis en évidence un rapport de force politique et militaire favorable au FMLN-FDR. La France et le Mexique ont reconnu l'avant-garde de la révolution salvadorienne comme une force politique représentative et capable d'apporter des solutions aux problèmes du Salvador. Cela constitue la première grande victoire diplomatique du peuple salvadorien.

Parallèlement au lancement de l'offensive militaire sur l'ensemble du territoire le 10 janvier 1981, les forces révolutionnaires entreprennent une offensive diplomatique. Pour faire connaître au niveau international le développement de la guerre populaire et demander le soutien des peuples et des gouvernements, le FMLN-FDR formait une commission politico-diplomatique (CPD).

A mesure que l'armée populaire remportait des victoires consolidant ses positions, les contre-offensives de la junte visant à anéantir la guérilla étaient systématiquement mises en échec. En même temps la contre-offensive diplomatique prise en charge par le département d'Etat et la CIA avec le « Livre blanc » a fait le même effet qu'un pétard mouillé. A tel point que la Maison Blanche « recommandait » à la presse de le mettre en veilleuse.

C'est à partir de là que diverses organisations dont l'Internationale Socialiste se proposent comme médiateur pour parvenir à négocier un règlement politique du conflit. Le FMLN-FDR accepte cette proposition, conscient qu'une solution politique allégerait le coût social inhérent à la poursuite de la guerre.

Par contre l'impérialisme nord-américain et ses laquais en poste à San Salvador rejette une par une toutes les propositions de médiation. Et accompagne ce refus d'une aide militaire accrue avec l'envoi de « conseillers ». De fait ces conseillers constituent le véritable état-major de l'armée fantoche salvadorienne. Ils coordonnent et participent directement dans les actions génocides contre le peuple

salvadorien. Le Secours juridique de l'archevêché salvadorien révèle que près de 11 000 personnes ont été massacrées au cours des neuf premiers mois de 1981.

Pour un règlement politique

Fort de la reconnaissance de gouvernements et de la solidarité croissante des peuples, le FMLN-FDR présente ses propositions pour un règlement politique du conflit, lors de la session plénière de l'ONU par la voix de Humberto Ortega, membre du gouvernement nicaraguayen.

Selon le FMLN-FDR les négociations devront être globales et porter sur les aspects fondamentaux du conflit. Elles commenceront sans qu'aucune condition préalable soit posée par l'une ou l'autre des parties. Le peuple salvadorien devra être informé de leur contenu intégral et de leur développement. Désireux d'apporter les éléments de base ga-

rantissant l'élaboration d'une solution politique, le FMLN-FDR propose que soient discutés les points suivants :

- définition d'un nouvel ordre politique, économique et juridique qui permette et stimule la participation pleine et démocratique des différents secteurs et forces politiques, sociales et économiques, en particulier de ceux qui ont été tenus à l'écart.
- la restructuration des forces armées, qui regrouperont les officiers et les soldats de l'armée actuelle, non responsables de crimes ou de génocide contre le peuple et les officiers et soldats du FMLN.

La solution politique est nécessaire au peuple salvadorien, à la stabilité de la région, à la paix entre les nations, mais la junte, encouragée par l'impérialisme, rejette tout dialogue. Le poids de la solidarité internationale peut faire pencher la balance dans le bon sens. ■





Crimes et persécutions contre les réfugiés

On compte aujourd'hui plus de 400 000 réfugiés salvadoriens au Honduras, au Mexique, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, Etats-Unis, qui fuient la répression de la junte. Cet exode massif a commencé avec l'application de la réforme agraire au début de 1980. Prosterman, officier nord-américain qui s'est rendu célèbre par les méthodes de pacification utilisées au Vietnam, est l'instigateur et le coordinateur de la réforme agraire. Elle a servi de maquillage publicitaire à la junte pour se présenter au niveau international comme un gouvernement démocratique et modéré. En fait, elle faisait partie d'une stratégie visant d'une part à isoler la guérilla de ses bases de soutien et, d'autre part, à mettre en pratique l'objectif que s'est fixé l'oligarchie : « la paix des 600 000 morts ».

Il ne manque pas de témoignages et de documents d'organisations internationales pour dénoncer cette situation. En février 1981, un rapport présenté à la commission des Droits de l'Homme à l'ONU, déclare que : « La première raison évoquée par les réfugiés est celle de vivre dans un climat d'insécurité perpétuel et même de persécutions et menaces de mort. Le risque de perdre sa vie se voyait concrétisé par ces faits quotidiens et réels : la détention d'amis ou de membres de la famille, enlèvements, disparitions, tortures, assassinats, etc. La répression touche sans discrimination non seulement les personnes qui d'une manière ou

d'une autre participent aux organisations populaires, aux communautés de base chrétiennes, aux travaux d'aide humanitaire et sociale, mais aussi ceux qui, sans être militants, ont un lien avec les personnes les plus engagées. »

Femmes, enfants, vieillards

La majorité est composée de femmes, d'enfants et de vieillards qui retrouvent dans les camps de réfugiés les conditions précaires d'hygiène, de malnutrition et de répression, auxquelles ils ont été soumis depuis toujours. Les organisations humanitaires internationales et les médecins qui assistent les réfugiés, ont dénoncé le caractère endémique des maladies dont souffrent les réfugiés, les affections parasitaires telles que le paludisme et diverses maladies contagieuses comme la tuberculose et les diarrhées infantiles, provoquant un taux de mortalité supérieur à celui du Salvador, déjà trop élevé.

Dans le cas du Honduras et du Guatemala, ces mêmes organismes ont alerté l'opinion publique mondiale sur la gravité de la répression dont continue d'être victime cette population sans défense. Ils ont fait état d'incurSIONS de l'armée salvadorienne et hondurienne dans les camps, d'arrestations et même de massacres, comme celui du 14 avril 1980, lorsque 600 personnes qui tentaient de passer le fleuve Sumpul, ont été féroce-

ment créés. L'évêque de San Pedro Sula (Honduras), dénonçant la participation de l'armée hondurienne, décrivait ainsi le massacre : « même les nourrissons étaient jetés en l'air et servaient de cible à la soldatesque génocidaire ».

Cette situation est aggravée par le refus des gouvernements de la région, d'accorder à cette population en exil, le statut de réfugiés. Jusqu'à présent, seul le Nicaragua leur a accordé ce droit, et une assistance humanitaire, malgré les difficultés que rencontre le gouvernement de reconstruction. Les réfugiés y reçoivent des cours d'alphabétisation et de formation professionnelle, ils ont accès aux soins médicaux et sont intégrés à la vie économique du pays.

Face à cette situation le sentiment d'indignation doit s'accompagner d'une action concrète. Au delà de l'aide humanitaire urgente qui s'impose, il est de notre devoir d'exiger des gouvernements concernés, le respect du droit des réfugiés, leur ravitaillement et l'assistance médicale ainsi que la prise en charge de tous les réfugiés, par le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU.

Nous n'en sommes plus à la simple dénonciation. La solidarité doit acquérir un caractère de masse, et nous devons faire entendre notre voix pour que tous les réfugiés emprisonnés soient immédiatement libérés et qu'au Salvador disparaissent les causes qui conduisent la population à fuir hors du pays.

Première rencontre de solidarité à Mexico

Pour une mobilisation internationale de soutien au peuple d'El Salvador

La première Rencontre internationale de solidarité avec la révolution salvadorienne s'est tenue à Mexico les 11 et 12 octobre 1981. Le Comité mexicain, qui a organisé cette réunion, a réalisé un travail de solidarité très important dans tous les pays, notamment à l'intérieur du Forum permanent de solidarité avec la révolution salvadorienne qui regroupe plus de 182 organisations syndicales, populaires, politiques, paysannes, étudiantes et chrétiennes.

Deux délégués représentant la France participaient à cette rencontre qui a par ailleurs permis aux vingt comités nationaux présents dans la capitale mexicaine de confronter leurs expériences de travail de solidarité.

Face à l'escalade interventionniste du gouvernement Reagan au Salvador, les comités ont constaté l'urgence d'une mobilisation de masse pour empêcher la régionalisation de la guerre qui menacerait la paix dans le reste du monde. Pour y parvenir, il a été décidé de mettre en place un organisme unique de solidarité avec la révolution salvadorienne et de coordonner les actions au niveau mondial.

Plus de 42 délégations sont arrivées représentant 20 pays de tous les coins du monde : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Colombie, Costa-Rica, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Portugal, Porto-Rico, Venezuela.

Après des discussions autour d'un texte proposé par les camarades mexicains, le texte final de la déclaration internationaliste « Farabundo Martí » de solidarité avec la Révolution Salvadorienne ainsi que le plan d'action ont été approuvés à l'unanimité par les participants et ont reçu l'aval du FDR-FMLN.

Cette déclaration s'adresse à tous les peuples et gouvernements, elle sera diffusée le plus largement possible. Elle dit notamment : « Nous considérons que le peuple salvadorien exerce le droit sacré à la révolte une fois que tous les chemins pour atteindre la liberté ont été fermés par l'oligarchie, ses agents militaires et l'impérialisme (...) Les organisations militaires, le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale et le Front Démocratique Révolutionnaire qui dirigent la lutte pour établir un Gouvernement Démocratique Révolutionnaire, sont les seuls authentiques représentants de la Nation Salvadorienne, les interlocuteurs valables et les dépositaires du consentement populaire (...) La junte militaire est coupable (...) de génocide (...), de haute trahison en livrant la Nation Salvadorienne à l'impérialisme Yankee (...), de provoquer l'exode de plus de 350 000 Salvadoriens vers d'autres pays (...), de commettre d'innombrables crimes contre les dirigeants et les militants ouvriers (...), d'une brutale persécution religieuse. (...) L'impérialisme Yankee et ses alliés inconditionnels poursuivent l'objectif de freiner le développement du processus révolutionnaire en Amérique Centrale et dans les pays des Caraïbes. (...) Nous saluons la lutte anti-interventionniste des peuples, avertissant qu'avec eux nous ne tolérerons pas que des troupes étrangères envahissent El Salvador (...) Nous exigeons des partis de la démocratie chrétienne continuant à appuyer la politique nord-américaine de soutien à la junte salvadorienne, qu'ils abandonnent leur rôle d'instrument de l'impérialisme nord-américain. (...) La déclaration franco-mexicaine reconnaissant l'alliance FMLN-FDR comme force politique représentative (...) oblige les peuples à promouvoir cette reconnaissance dans leur pays (...), exigeant que leur gouvernement demande dans les rencontres internationales le retrait immédiat de tous les agresseurs militaires étrangers et l'arrêt de toute aide militaire des Etats-Unis et de leurs alliés à la junte militaire démocrate chrétienne et le respect de la décision libre et souveraine du peuple salvadorien à l'heure de choisir le régime social et le type de gouvernement qu'il veut se donner. (...) Nous adhérons à la décision du Forum Permanent de solidarité avec la Révolution Salvadorienne du Mexique d'appeler toutes les forces politiques, syndicales, solidaires... à réaliser un premier Forum International de Solidarité dans la ville de Mexico, nous engageant à le promouvoir dans tous les pays. (...) Devant l'intervention ouverte de l'impérialisme yankee et devant les grandes pertes humaines et matérielles qu'a provoquées la politique destructrice de la junte, devient chaque jour plus nécessaire la solidarité morale, sociale, économique, politique, efficace et concrète de tous les peuples, de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires ».

Après le traumatisme du Chili, les forces populaires du monde entier vivent avec un immense espoir la libération du Nicaragua : 20 ans après Cuba un peuple en armes renverse une des plus féroces dictatures d'Amérique latine soutenue jusqu'à la fin par l'impérialisme nord-américain. La victoire politico-militaire du FSLN le 19 juillet 1979 aura des répercussions sur tous les processus en cours sur le continent et en particulier au Salvador où le peuple intensifie sa lutte contre la dictature sanguinaire du Général Romero et où les organisations révolutionnaires sont en voie d'unification. Pour le peuple salvadorien, la révolution sandiniste vient confirmer que l'indépendance politique et économique d'une nation ne peut être obtenue que par un processus de transformation sociale modifiant les structures économiques du pays et l'instauration d'un pouvoir populaire basé sur l'alliance ouvriers-paysans.

Au niveau de la solidarité internationale, les militants mobilisés pour le Nicaragua commencent, dès 1979, un travail d'information sur le Salvador.

● **En Allemagne**, un groupe de personnalités fonde un « Institut d'informations sur le Salvador » qui obtient des structures de solidarité avec l'Amérique latine qu'elles orientent leurs activités au soutien à la lutte du peuple salvadorien.

● **En Equateur**, la coordination nationale de solidarité avec les peuples en lutte, composée par les principales organisations politiques et syndicales de gauche, axe dès octobre 1979 ses campagnes sur le Salvador.

● **En France et en Belgique**, l'engagement dans la solidarité des secteurs chrétiens progressistes aura un rôle déterminant dans la constitution de comités de solidarité. Ils reprennent les enseignements de Mgr Romero qui parvient à engager l'Eglise progressiste salvadorienne dans la lutte que mène le peuple pour son émancipation. Après l'assassinat de l'archevêque de San Salvador en mars 1980 par des para-militaires à la solde de la junte démocrate-chrétienne, on notera en **Italie** un net déséquilibre entre, d'une part le rôle important des communautés de base dans la campagne de solidarité et, d'autre part, l'extrême faiblesse de réaction du Vatican.

Lutter contre la désinformation

En Europe, compte-tenu de l'éloignement du Salvador et de la relative désinformation pratiquée par les médias sur la situation au Salvador, les différentes campagnes de solidarité pendant l'année 1980 ont centré leurs actions sur l'information et la dénonciation de la répression par des publications et des communiqués de presse. En général, les situations nationales se reflètent sur le travail de solidarité.

En mars 1980, l'assassinat de Mgr Romero

Farabundo n° 1

a provoqué une vive émotion dans l'opinion publique et amorcé une solidarité matérielle avec le peuple salvadorien. Mais c'est surtout avec l'offensive générale du FDR-FMLN en janvier 1981 que s'est développée dans l'ensemble des pays européens une campagne de solidarité structurée au niveau national. Elle a remporté des succès significatifs et mis en évidence une grande sensibilité de l'opinion publique pour la lutte du peuple salvadorien. Les axes politiques de cette campagne étaient la légitimité des formes de lutte du peuple salvadorien, la représentativité du FDR-FMLN, la dénonciation de la junte démocrate-chrétienne et de l'interventionnisme nord-américain.

Les comités ont des contacts avec les principales organisations politiques et syndicales. Dans chaque pays les relations sont plus importantes avec les organismes humanitaires d'inspiration chrétienne, les mouvements de jeunes et d'extrême-gauche.

Europe

Le 31 janvier 1981, 20 000 personnes manifestaient leur solidarité avec la révolution salvadorienne dans les rues de Francfort, réalisant ainsi la plus importante mobilisation depuis la guerre du Vietnam. La collecte de fonds pour fournir des armes réunissait en deux mois plus de 500 000 dollars. Au mois de février, la quatrième coordination nationale des comités allemands lançait un boycott général du café salvadorien et décidait de promouvoir l'achat du café nicaraguayen.

En France, une manifestation organisée par le comité de Paris réunissait 5 000 personnes aux abords de l'ambassade des Etats-Unis le 25 février 1981 et le 26 mars un meeting à la Mutualité était soutenu par un grand nombre d'organisations politiques et syndicales. Une pétition lancée par la coordination nationale des comités de soutien pour exiger l'arrêt de l'aide militaire française à la junte et pour le retrait de l'ambassadeur français au Salvador recueillait plusieurs dizaines de milliers de signatures.

En Belgique, le 17 janvier 1981, une manifestation nationale réunit 4 000 personnes à Bruxelles. Le comité flamand s'est attaché à créer un mouvement de base de solidarité avec le peuple salvadorien. Depuis le début de 1980, il a organisé plus de 1 000 réunions avec la participation d'au moins 100 000 personnes.

En Italie, entre janvier et mars 1981, 40 000 personnes ont manifesté dans les principales villes italiennes. Une pétition nationale pour le retrait de l'ambassadeur italien, la reconnaissance de l'état de belligérance et du FDR-FMLN a recueilli 50 000 signatures.

Au Portugal, entre février et mars 1981, 150 personnalités du monde politique ont lancé un manifeste appelant à une mobilisation nationale pour recueillir des fonds et in-



former la population sur la situation au Salvador. Le caractère éminemment unitaire de cette campagne lui donne valeur d'exemple dans le contexte européen. Son succès politique (motion votée par le Parlement) et matériel (120 000 dollars) compte tenu des difficultés économiques de la majorité de la population, mérite d'être souligné. Le centre de documentation qui coordonne la campagne portugaise a impulsé la création de comités dans les anciennes colonies africaines.

Amérique du nord

Au Canada, bien qu'il existe plusieurs comités de solidarité, l'étendue du territoire n'a pas permis encore une coordination de la campagne. Le principal syndicat enseignant est à l'origine de la rencontre internationale des syndicats de solidarité avec le peuple salvadorien qui devait se tenir à Montréal les 26 et 27 novembre.

Aux Etats-Unis, il existe environ 300 comités. Ils ont mobilisé plusieurs dizaines de milliers de personnes depuis le mois de janvier (à Washington 100 000 le 3 mai). Les principales organisations syndicales, le parti démocrate et une partie de l'Eglise, se sont prononcés contre la poursuite de l'aide à la junte.

Amérique latine

En Amérique latine la solidarité avec la révolution salvadorienne a pris l'ampleur d'un véritable mouvement de masse. Des comités existent dans la plupart des pays et jouent un rôle important dans l'impulsion et l'organisation des campagnes de solidarité. Dès leur création ils ont obtenu le soutien inconditionnel des forces politiques et syndicales de gauche à la lutte du peuple salvadorien.

Au Mexique, les organisations ouvrières et paysannes ont apporté un soutien sans précé-

dent à la révolution salvadorienne en lui donnant jusqu'à une journée de salaire mensuel. Le comité mexicain a organisé trois manifestations nationales dont la plus importante le 22 janvier 1981 réunissait 60 000 personnes. Il a remis au FDR-FMLN environ 600 000 dollars collectés sur l'ensemble du territoire.

En Colombie, le gouvernement voit d'un mauvais œil le développement de la solidarité et à l'occasion de la grève générale du 21 octobre dernier, la police a perquisitionné le local du comité de Bogota et menacé de poursuites les militants de la solidarité.

Cinq axes de solidarité

Le plan d'action défini à Mexico détaille cinq grands axes de solidarité internationale : lutte contre l'intervention nord-américaine, lutte pour l'autodétermination du peuple salvadorien à partir de la reconnaissance du FDR-FMLN, lutte pour le respect des libertés démocratiques, solidarité concrète avec les centaines de milliers de réfugiés et élargissement du mouvement de solidarité nationale.

Des campagnes spécifiques seront menées à l'occasion du 27 novembre en Europe et du 22 janvier (50^e anniversaire de l'insurrection de 1932) au niveau mondial. Des activités vont commémorer le deuxième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero. La rencontre a également recommandé que les comités fassent connaître la lutte du peuple guatémaltèque. Le comité mexicain a été chargé d'assurer la coordination provisoire de la solidarité mondiale. Une coordination permanente internationale sera progressivement mise en place.

Farabundo n° 1

Les maux de tête de Washington

10 Octobre : Déclarations du Colonel A. Majano.

Après un long silence, le Colonel Adolfo Majano, ancien membre de la junte, a fait au *New-York Times*, une déclaration très significative, dans laquelle il affirme que le gouvernement de Duarte rejette toute négociation avec les forces démocratiques et révolutionnaires, « de peur que les crimes commis actuellement, ne soient mis en lumière ».

Il a également dénoncé à l'opinion nord-américaine l'apparence pacifiste des déclarations de Duarte. « *Les faits réels sont plus significatifs que les mots.* » **Quant aux élections, il estime que les accepter serait un erreur, si au préalable, des conversations globales ne sont pas engagées avec l'opposition.**

« *Après la longue série de fraudes électorales, la population a perdu toute confiance dans le processus même des élections.* »

En dernière minute, la junte militaire démocrate-chrétienne annonce dans un communiqué, qu'elle rejette de façon catégorique la proposition de médiation faite par le gouvernement de Panama.

13 octobre :

Le Président François Mitterrand déclare, dans une interview au *Times* que « *le Salvador subit une domination insupportable de l'oligarchie dictoriale* » et qu'il « *est nécessaire de dénoncer les massacres qui ont lieu dans ce pays.* » Il a enfin ajouté que « *ces systèmes d'oppression établis en Amérique latine, constituent un véritable danger pour le monde.* »

Quant à Lucas Garcia, président du Guatemala, menant contre son peuple une violente répression, il a estimé que le communiqué franco-mexicain, sur le Salvador est « *une ingérence inacceptable.* »

Chalatenango, Front central Modesto Ramirez :

Depuis le 30 septembre, les forces de l'armée populaire, doivent faire face à une

« *opération de nettoyage* », menée par l'armée de la junte, dans la région de Chalatenango. L'aviation effectue des bombardements au phosphore blanc, faisant de nombreuses victimes, parmi la population civile. Des combattants du FMLN ont lancé une contre-offensive de « *solidarité* », avec leurs camarades de Chalatenango, dans sept départements du pays. Un des commandants du FMLN, Salvador Guerra, a indiqué que « *l'opération de nettoyage* » a été un échec. Malgré un contingent de 7 000 soldats, l'armée a dû capituler et renoncer à son projet de déloger les combattants du FMLN.

En plus de l'armée salvadorienne engagée dans cette opération, il faut noter la participation de 200 soldats honduriens, qui ont pénétré jusqu'à 20 kilomètres, à l'intérieur du territoire salvadorien. L'Etat-major du FMLN a signalé la mise hors de combat de 64 soldats de l'armée de la junte.

Sur d'autres fronts, on peut signaler plusieurs actions : A **San Salvador** ont explosé une douzaine de bombes, développant ainsi la campagne de sabotage, menée contre l'économie oligarchique. Dans le département de **Santa Ana**, les forces populaires ont fait sauter plusieurs pylones électriques, et mené de durs combats à **Texistepeque, Coatepeque, Las Lomas, El Mirador et San Pablo Fera-drico.**

14 octobre : Déclarations étrangères.

Le vice-président des Etats-Unis, Georges Bush, estime que les coups d'Etat et les fraudes électorales sont, pour le Salvador, la seule manière démocratique pour désigner un gouvernement. Il a déclaré que « *le gouvernement de N. Duarte a été élu par le peuple, alors que l'opposition n'est qu'un mouvement dirigé de l'extérieur, et principalement depuis Cuba et le Nicaragua.* » Il a par ailleurs confirmé que l'aide militaire serait maintenue, et a dénoncé la déclaration franco-mexicaine, la qualifiant « *d'ingérence extérieure et d'aide aux insurgés.* »

Au Guatemala, le général Manuel Benedicto Garcia Lucas, frère du dictateur et chef

d'Etat-major de l'armée, souhaite que « *les armées du Honduras, d'El Salvador et du Guatemala s'unissent, afin d'anéantir l'insurrection populaire.* » Au Nicaragua, le ministre de la Défense, Humberto Ortega, estime, quant à lui, que « *ce n'est pas par la force que les problèmes de l'Amérique centrale pourront trouver une solution* » et il a rappelé que le Nicaragua et « *les Sandinistes sont disposés au dialogue avec Washington, pour éloigner de la région les dangers de guerre.* »

15 octobre : Deuxième anniversaire du coup d'Etat.

Pour cette occasion, la junte avait levé le couvre-feu, et demandé à la population de célébrer cette date. Ce fut bien sûr un échec, car la population a préféré rester chez elle, et dans les rues, seules les patrouilles militaires ont manifesté leur présence habituelle.

15 octobre : La destruction du Pont d'Or.

Les combattants du FMLN ont réussi à faire sauter le principal pont du pays. Large d'un kilomètre, traversant la rivière Lempa, il reliait la zone centrale et la zone est du pays. Dans cette opération, 90 combattants des forces révolutionnaires ont été mobilisés. Après avoir neutralisé les soldats chargés de surveiller le pont, ils ont pu, pendant près de deux heures et demi effectuer le dynamitage.

Tous les observateurs ont souligné l'importance stratégique de cette action, car ce pont permettait le transit de 50 % des marchandises et le passage d'une grande partie de l'armée, lors des contre-offensives menées à l'est du pays.

Le commandant Mayo Sibrian, qui a dirigé les opérations raconte que « *parmi les 90 combattants, on en comptait 10 des forces spéciales. Ces derniers avaient pour principal objectif d'attaquer le poste de contrôle, fortifié et défendu par des mitrailleuses M-30. Leur deuxième mission consistait à placer les charges de dynamite, puis d'en déclencher l'explosion.* »

L'
0 heure
homme
barricade
tuels r
chargés
le por
contin
rés des
villages
Lempa.
forces
namite,



mètres,
tien. Ils
l'évacu
que « l'
nous av
dre auc
entière
la junte
ple. »

16 octobre :

A so
mocrate
hington
politiqu
reçu des
chrétien
FDR, u
tre, pou
« Il n
tions, e
préalab
les milit
tacle »
Reagan

L'action débuta le 15 octobre, à 0 heure 15. A six kilomètres du pont, des hommes de la milice populaire érigeaient des barricades, afin de couper la route à d'éventuels renforts de l'armée, d'autres étaient chargés d'évacuer les personnes vivant sous le pont, pêcheurs et paysans. « Puis, continue-t-il, nos combattants se sont emparés des postes de la Garde-Nationale, des villages de San Marcos Lempa et San Nicolas Lempa. Par ailleurs, les dix combattants des forces spéciales ont placé les charges de dynamite, sur le pont, sur une longueur de 200

militaires pour que le dialogue puisse avoir lieu, ... mais le département d'Etat manifeste son manque d'intérêt pour cette question. »

Réfugiés ou personnes égarées ?...

Au cours d'une Session des affaires mondiales, l'ambassadeur salvadorien aux Etats-Unis a déclaré, en faisant référence aux camps de réfugiés, que « c'est dans la partie nord du pays que la violence est la plus grande, et que la population doit se réfugier dans la zone frontalière. Les camps de réfugiés servent de refuge pour la guérilla, et

américain au Salvador, a dit que son gouvernement « devrait reconnaître avec réalisme que le Salvador connaît une situation sociale grave, et bien plus ancienne que la menace soviétique ; cette situation existant déjà avant la naissance de Fidel Castro ».

Il ajoute ensuite que « les Etats-Unis ne pourront résoudre les problèmes du Salvador, ni avec des hélicoptères, ni avec des conseillers militaires, pas plus que le général Martinez ne fut capable, en 1932, de résoudre les problèmes par le massacre de 30 000 paysans et travailleurs salvadoriens. » Il ne croit pas non plus que les élections proposées par la junte puissent faire avancer quoi que ce soit. « Les colonels, sur lesquels Duarte n'exerce aucune influence, vont contrôler ces élections avec la même efficacité que Hitler, contrôlant ses fameux plébiscites ».

19 et 21 octobre : Bilan militaire

A San Antonio de los Ranchos, 79 kilomètres nord de San Salvador, les forces révolutionnaires ont attaqué un convoi militaire, causant de lourdes pertes, en hommes et matériel. A San Vicente, à 65 kilomètres à l'est de la capitale, sur la route menant à la Colina, un camion transportant des soldats a sauté sur une mine.

Un bilan du FMLN a estimé que 81 soldats de l'armée, seraient tombés ces derniers jours, dans les combats et embuscades, pour la seule région sud du pays. Selon les porteparoles de la junte, la guérilla aurait déclenché une offensive dans cette région. Radio Venceremos a présenté un reportage détaillé sur l'action menée contre le Pont d'Or. D'après la radio du FMLN, les révolutionnaires auraient mis 43 soldats hors de combat. Elle a aussi annoncé la destruction de trois camions de l'armée, à La Union et à Usulután.

22 octobre : Les brigades « Atlacalt » mises en déroute

A Juacarán, les forces du FMLN ont mis en échec l'armée et ses 1 500 soldats de la brigade « Atlacalt ». Après huit jours de combats, l'armée a dû faire demi-tour. Il s'agirait, selon les agences de presse, d'une de leurs plus grandes défaites. Par ailleurs, ce même jour, la junte annonce qu'elle lance une nouvelle opération de « grande envergure » à Usulután (100 kms de San Salvador).

23 octobre : « Les maux de tête de Washington ».

Le *Financial Times* de Londres informe qu'en dépit de l'aide nord-américaine se chiffrant par millions de dollars, les forces révolutionnaires se montrent supérieures à l'armée régulière. Son correspondant à San Salvador, dit que Washington doit souffrir de « maux de tête de plus en plus forts » et qu'il leur sera difficile de « se sortir de ce bourbier par la voie militaire ». Le journal reconnaît que les forces de la guérilla s'accroissent chaque jour, grâce au soutien populaire et à l'extraordinaire organisation du FMLN, alors que la junte doit concéder et reconnaître son infériorité militaire.



mètres, et au niveau des structures de soutien. Ils ont ensuite attendu que soit terminée l'évacuation des habitants... » il déclare donc que « l'opération a été une grande réussite ; nous avons accompli notre mission sans perdre aucun de nos combattants. Le pont a été entièrement détruit, et ne pourra plus servir à la junte, pour mener sa guerre contre le peuple. »

16 octobre : « La question des négociations »

A son retour du Salvador, le sénateur démocrate, Christopher Dod a déclaré à Washington qu'une réelle opportunité de solution politique existe au Salvador. Il affirme avoir reçu des hauts fonctionnaires de la démocratie chrétienne et des représentants du FMLN-FDR, un accord sur le principe d'une rencontre, pour entamer un dialogue informel.

« Il ne s'agirait pas, selon lui, de négociations, et pour ce dialogue, aucune condition préalable ne sera nécessaire. Des deux côtés, les militaires sont considérés comme un obstacle » mais déclare-t-il, « l'administration Reagan peut exercer des pressions sur les

nous préférons utiliser le terme de camp de personnes égarées à celui de camp de réfugiés. »

Entre temps, des religieuses nord-américaines ont brandi des photos, montrant les atrocités commises par la junte et son armée.

Avancée militaire

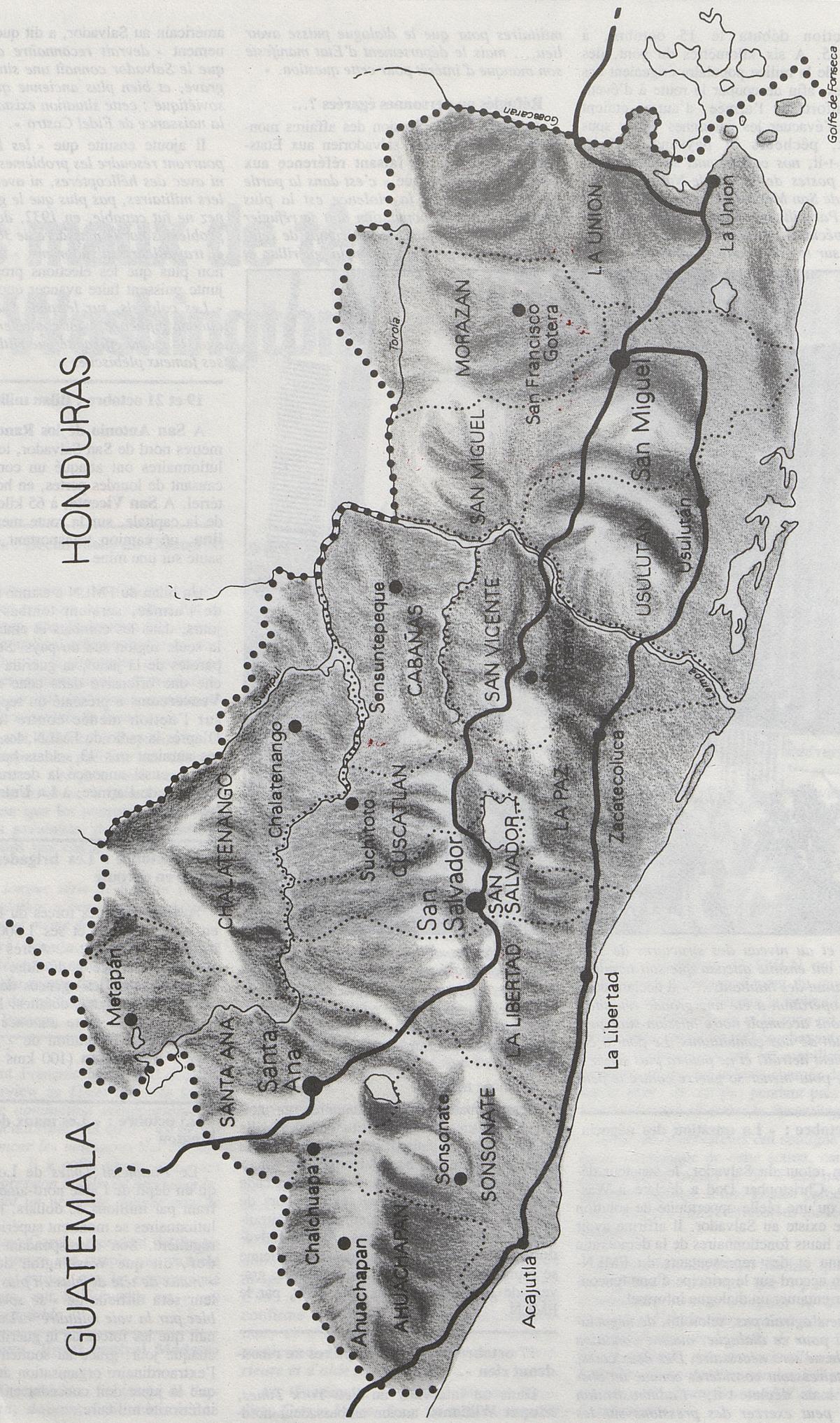
Des combattants révolutionnaires ont attaqué la caserne Anamoros, située dans la ville de La Union et causant des pertes à l'armée de la dictature. A San Vicente, les forces révolutionnaires ont réalisé une embuscade contre un convoi militaire, et mis hors de combat douze soldats et récupéré des mitrailleuses et fusils automatiques. A San Salvador, l'Etat-Major de l'armée salvadorienne se réunit pour évaluer les conséquences, graves, de la destruction du Pont d'Or, par le FMLN.

17 octobre : « Les hélicoptères ne résoudront rien ».

Dans un interview au *New-York Times*, Mupat Williams, ancien ambassadeur nord-

HONDURAS

GUATEMALA



Farabundo n° 1

La tion s plus f nents. sente aux co

C'est France. fonction démocr coordina péenne péenne 1981.

Notre popula rienne américa tous les rique la organis l'interv la régio peuples

Il s'a Ré réalité l itique mené rer des

me tre déter « Co Salvado « Po peuple droits d limite.

« Po dans le mala » « réfugi

ap FDR af libératio

libératio dictatur soutenu

En aux pe dans leu menacé mique e

Un front de solidarité contre l'impérialisme

La première rencontre internationale de solidarité avec la révolution salvadorienne de Mexico a tracé les grands axes d'une solidarité plus forte et coordonnée entre les pays européens et les autres continents. La solidarité n'est donc plus un phénomène isolé : elle représente un véritable front qui se dresse pour mener une lutte sans merci, aux côtés du peuple salvadorien, contre l'impérialisme.

C'est en 1978 que la solidarité est née en France. Depuis, 90 comités se sont créés qui fonctionnent en relation étroite avec le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et en coordination régionale, nationale et européenne. La troisième coordination européenne aura lieu à Paris les 5 et 6 décembre 1981.

Notre but est de créer un vaste mouvement populaire, conscient de la réalité salvadorienne et de la domination impérialiste nord-américaine dans les Caraïbes ainsi que dans tous les pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine, afin que les gouvernements et organismes internationaux s'élèvent contre l'intervention militaire nord-américaine dans la région, et se prononcent pour le droit des peuples à l'autodétermination.

Les grands axes du travail des comités

Il s'agit de :

Rétablir et diffuser l'information sur la réalité historique, économique, sociale et politique salvadorienne ainsi que sur la lutte menée par le peuple salvadorien pour se libérer des chaînes de l'impérialisme ;

mener des campagnes et manifester notre détermination :

« Contre l'intervention nord-américaine au Salvador »,

« Pour le droit à l'autodétermination du peuple salvadorien », et pour le respect des droits de l'homme, bafoués au-delà de toute limite.

« Pour la libération des réfugiés arrêtés dans les camps, au Honduras et au Guatemala » et pour la reconnaissance du statut de « réfugié de guerre » ;

apporter un soutien financier au FMLN-FDR afin qu'il puisse poursuivre sa lutte de libération.

Nous soutenons également la lutte de libération du peuple guatémaltèque contre la dictature la plus féroce de la région, elle aussi soutenue par les Etats-Unis.

Enfin, nous apportons notre solidarité aux peuples du Nicaragua et de Grenade, dans leur tâche de reconstruction nationale, et menacés par les Etats-Unis de blocus économique et d'intervention militaire.

Activités des comités

Chacun des 90 comités essaie de créer une présence active, dans sa région et dans son quartier.

Vente et informations sur les marchés, gares et places publiques.

Contacts avec les associations, personnalités, organisations politiques, syndicales et humanitaires.

Contacts avec les « Radios libres », pour y faire passer des flashes d'information et promouvoir la diffusion des cassettes de Radio-Venceremos.

Organisation de soirées ou de journées d'information, avec les expo-photos, les publications, les projections de films, suivies de débats, etc.

Tout en menant, parallèlement, les campagnes nationales de soutien financier au FMLN-FDR, de pétitions en faveur des réfugiés et d'appui aux actes et manifestations de solidarité de plus grande ampleur.

Les contacts

En province, vous pouvez contacter l'un des 75 comités établis dans les principales villes. Nous vous donnons ici les adresses des coordinations régionales, qui pourront vous indiquer les adresses des comités de votre région.

Strasbourg — Comité Salvador, cercle Bernanos, 30 rue du Maréchal Juin. 67000.

Tours — Collectif Salvador, Bruno Marchal, 98 rue Boisdéniet. 37000.
Tél. : (47) 05.62.78.

Lille — Comité de Lille, M E. Tijoux, 18/24 rue Paul Ramadier 59800.

Rouen — E. Orange, 10 rue Pajot, 76130 Saint-Aignan.

La Rochelle — Comité Chili-Amérique latine, 28 rue de Beauregard 17000.
Tél. : (46) 41.34.49.

Lyon — Comité de solidarité Nicaragua-Amérique centrale.

CEP. BP 6 69005 Lyon Saint-Jean

Toulouse — Comité Nicaragua, 7 rue Gambetta. 31000.

Manosque — Comité de soutien au peuple d'El Salvador, Chemin de l'Eau vive. 04100.

Montpellier — Comité de Solidarité Améri- que latine, c/o Centre de rencontre, 66 route de Mende. 34100.

Sur Paris — sept comités sont maintenant implantés dans les différents quartiers. Vous pouvez donc prendre contact avec l'un des comités situés dans le 5^e, 11^e, 13^e, 14^e, 18^e et 19^e.

L'adresse vous sera donnée au Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7^e. Tél. : 555.25.54.

En banlieue vous pouvez également rejoindre l'un des dix comités (Argenteuil, Cergy-Pontoise, Evry, Melun, Nanterre, Rosny -sous-Bois, Sarcelles, Alfortville, Levallois et Bois d'Arcy dont les adresses vous seront également communiquées au comité de la rue de Babylone.

Nous vous invitons à participer aux différentes activités de solidarité ainsi qu'à rejoindre les comités de votre région.

Les manifestations sur la région parisienne

21 novembre :

Fête de Paris XI à l'AGECA avec participation du comité du 11^e, projection du film de F. Diamand, *El Salvador, la révolution ou la mort*, suivi d'un débat avec un représentant du FDR.

26 novembre :

4 heures pour l'Amérique centrale. De 18 h 30 à 22 h 30 à l'UCJG, 3 rue Clavel, Paris 19^e. Projection du film *El Pueblo vencerá*, suivie d'un débat avec le FDR et la participation d'Edmond Jouve (membre du Tribunal international des peuples), Maurice Lemoine (journaliste) et Philippe Texier (président de France-Amérique latine).

Soirée, projection du film *El Salvador, la révolution ou la mort*, et débat animé par Maurice Barth à Versailles, Centre huit.

Le comité d'Argenteuil présente le montage diapos sur le Salvador.

28 novembre :

Marche nationale à Paris.

11 décembre :

Soirée Amérique centrale avec la projection des montages diapos sur le Salvador, le Guatemala et la Nicaragua au foyer Picoulet, 58 rue de la Fontaine au Roi, Paris 11^e.

Le Honduras :

Nouveau bastion contre-révolutionnaire ?

Semi-colonie de l'empire US, le Honduras a été depuis toujours soumis à la domination de quelques grands monopoles nord-américains comme l'United Fruit (devenue après la Standard Fruit), la Texaco, etc. Coups militaires et brefs intermèdes « constitutionnels » se sont succédés au cours des dernières décennies, sans que rien ne change dans le système d'exploitation économique et sociale du pays.

Face à l'essor révolutionnaire en Amérique latine, le Honduras connaît une apparente et relative stabilité. Pour cette raison, l'impérialisme US veut faire de ce pays un bastion de sa stratégie contre-révolutionnaire, pouvant secourir les régimes militaires défaillants du Salvador et du Guatemala, et pouvant servir de point de départ pour une agression des anciens gardes somozistes (plus de six mille organisés et entraînés dans des camps militaires en Honduras) contre le Nicaragua sandiniste.

Ce rôle clé dans les plans politico-militaires de l'impérialisme explique l'intérêt croissant qu'il porte au renforcement de l'armée hondurienne : l'aide militaire américaine a atteint cette année le chiffre record de 5 millions de dollars et elle doit passer à 10 millions l'année prochaine ; l'aviation hondurienne, qui est déjà la plus puissante de la région a reçu récemment dix hélicoptères « Huey », tandis que l'infanterie était renforcée par seize chars Scorpion de fabrication anglaise.

Le bloc « anti-subversif »

Un nombre de plus en plus grand d'officiers honduriens a reçu des cours d'entraînement aux USA ; enfin, des dizaines de conseillers américains ont déjà été envoyés dans le pays, dont vingt et un en août dernier pour aider au « contrôle de la frontière » avec le Salvador — c'est-à-dire à la coordination des actions répressives des armées des deux pays.

Un pas important dans la consolidation d'un bloc « anti-subversif » des armées centro-américaines a été atteint avec la réunion les 12 et 13 août à Tegucigalpa, capitale du Honduras, entre le président hondurien, le général Policarpo Paz Garcia, et ses homologues, le général Lucas Garcia du Guatemala et Napoleon Duarte du Salvador, soi-disant pour discuter de « problèmes commerciaux » ; en réalité, selon des informations obtenues par la gauche hondurienne, les trois chefs d'Etat se sont mis d'accord pour créer une « force conjointe d'intervention rapide », soutenue par les USA, qui pourrait être utilisée contre la guérilla dans les trois pays, et même, en collaboration avec les sicaires de la garde somoziste réfugiés en Honduras, contre le Nicaragua. Comme signe de bonne volonté, le général Policarpo Paz Garcia a procédé, au cours de l'été, à l'arrestation de plusieurs dizaines de réfugiés salvadoriens, dont des enfants de moins de dix ans.

Résistance populaire

Cependant, on assiste au cours de cette année à l'apparition d'un facteur imprévu dans les plans de l'impérialisme et qui risque de mettre en échec sa tentative de faire du Honduras le « sanctuaire » de la contre-révolution en Amérique centrale : le mouvement de masses et la résistance populaire dans le pays même. Jusqu'à récemment, le mouvement syndical du Honduras était contrôlé par l'ORIT (Organisation régionale interaméricaine du travail), une agence syndicale de l'impérialisme US, financée par la CIA. Au cours de ces dernières années, s'est développé un syndicalisme indépendant et classiste, qui s'est unifié en avril 1981 dans la Fédération unitaire des travailleurs du Honduras (FUTH).

Le meeting du premier mai 1981, convoqué par la FUTH, a réuni 75 000 travailleurs dans les deux principales villes du pays, Tegucigalpa et San Pedro Sula. Un mois plus tard, la FUTH et les principaux syndicats de paysans, d'enseignants et d'étudiants créent le Front populaire contre la répression, dont le but est la lutte contre les mesures répressives et anti-démocratiques du régime de Policarpo Paz Garcia.

Une manifestation de protestation contre les enlèvements, les tortures, les assassinats pratiqués par les forces de sécurité a rassemblé, le 23 septembre dernier, soixante mille personnes dans la seule ville de Tegucigalpa, qui n'avait jamais auparavant connu de mobilisation de cette ampleur.

De nouvelles organisations

En même temps surgissent de nouvelles organisations de masse animées par des militants de gauche, comme l'Union Révolutionnaire du Peuple (URP) fondée en mai 1980 et qui organise des dizaines de milliers de travailleurs et d'étudiants. L'ensemble des partis de gauche — le Parti Communiste du Honduras, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste et le Parti Socialiste (lié au parti Révolutionnaire des Travailleurs Centro-Américains du Salvador) se sont rassemblés en 1980 dans le Front Patriotique du Honduras.

Enfin, pour la première fois dans l'histoire moderne du pays, des organisations politico-militaires révolutionnaires commencent à intervenir, en particulier le Front Morazaniste de Libération Nationale et le Mouvement Populaire de Libération Cinchoneros ; le jour de la manifestation contre la répression (23 septembre) un véhicule militaire US a été attaqué par un commando, et deux conseillers militaires américains ont été grièvement blessés.

C'est le peuple travailleur hondurien lui-même qui empêchera son pays de devenir le bastion de la contre-révolution en Amérique centrale.



Guatemala : la farce et la lutte

En mars 1982, pour la cinquième fois consécutive depuis 1966, le peuple guatémaltèque sera convoqué aux urnes. Huit partis légalement inscrits vont participer aux élections, sous diverses formules d'alliances et formant un éventail politique que les media nationaux qualifient de droite, centre, centre-gauche et... gauche modérée. A six mois des élections, un peu plus tard que lors des élections précédentes, les candidats ont été désignés : un militaire et quatre civils, dont trois sont déjà confirmés et un encore incertain.

Les candidats aux élections sont :

- **Le général Angel Anibal Guevara**, ministre de la Défense depuis janvier 1980 jusqu'à août 1981, soutenu par le Front Démocratique Populaire (!), alliance dans laquelle sont représentés les partis qui, d'une façon ou d'une autre, ont gouverné le pays depuis 1966. Les partis au pouvoir, Parti institutionnel démocratique et Parti révolutionnaire, ont donc défini leur choix et leur position, en alliance avec un nouveau parti, le Front d'unité nationale. Le général Guevara est le candidat qui compte avec l'appui du gouvernement et, théoriquement, de l'armée.

- Deux dirigeants des principaux partis de droite, **Mario Sandoval Alarcon** du Mouvement de libération nationale, et **Gustavo Anzueto Vielman** de la Centrale authentique nationaliste. Le premier est le dirigeant historique de la droite anticommuniste issue de la contre-révolution de 1954, et le second appartient au groupe d'intérêts économique-politico-gangstérils né sous la période présidentielle — et autour de la personne — du général Carlos Arana Osorio, en 1970-74.

- **Alejandro Maldonado Aguirre**, fondateur d'une nouvelle formation, le Parti natio-

nal renouvateur, et dissident du MLN. Ex-maire de la ville de Guatemala, il représente un secteur plus « moderne » et intellectuel de l'extrême-droite anticommuniste, et bénéficie d'une certaine sympathie des nord-américains.

Reste à définir la position de la démocratie chrétienne, qui hésite entre l'abstention et la participation en alliance avec les partis gouvernementaux, dont elle a parfois dénoncé les crimes qui ont affecté lourdement ses propres rangs.

Quant au Front uni de la révolution, il se trouve divisé en deux fractions, l'une se déclarant prête à participer aux élections avec un candidat civil, et l'autre qui est proche du Front démocratique contre la répression, se rangeant pour la révolution.

La lutte révolutionnaire : une nouvelle étape

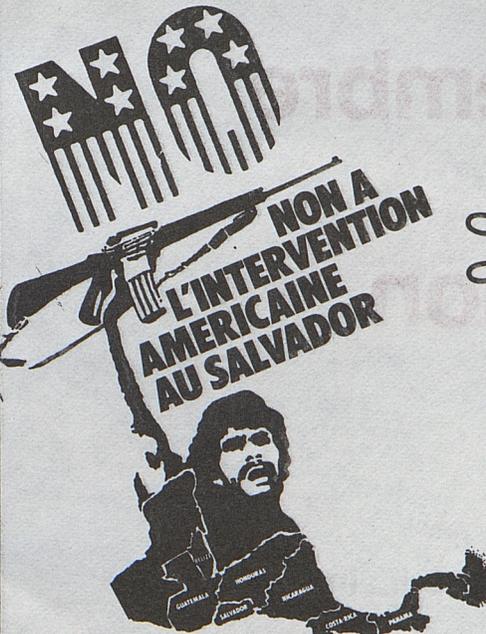
En tous cas, il faudra voir si l'évolution de la situation permettra le déroulement de ces élections, car actuellement l'élément déterminant dans la vie politique du pays est le développement incontestable du processus révolutionnaire. On peut mesurer l'importance et

les progrès de ce processus à partir d'une triple constatation :

La consolidation d'importantes « zones d'influence », qui sont désormais caractérisées comme « zones de résistance », avec une intense activité militaire. Dans celles-ci, l'élément fondamental est la présence d'importantes colonnes régulières des combattants, capables de réaliser des actions militaires beaucoup plus complexes que celles réalisées par les colonnes mobiles. Ceci montre bien le passage du processus révolutionnaire à une nouvelle étape.

Actuellement, un des objectifs principaux des organisations révolutionnaires est la destruction du système de pouvoir local réactionnaire. L'élimination des « mouchards », des responsables militaires, des membres des bandes paramilitaires et des agents de renseignement de l'armée, est un pas très important pour la construction du pouvoir local révolutionnaire.

Finalement, l'accent mis dans l'organisation des masses urbaines, pour les préparer aux tâches nécessaires à une possible insurrection. Même s'il est improbable qu'une insurrection se produise dans l'immédiat, l'importance donnée à cet aspect du travail d'organisation, nous indique la direction que peut suivre le processus en peu de temps. Ainsi, dans ces conditions, les élections de mars 1982 ne seront qu'une nouvelle farce, encore plus éhontée, dont la seule visée, illusoire d'ailleurs, est de cacher aux yeux de l'opinion mondiale l'existence d'une situation de guerre civile généralisée et la puissance irrépressible du mouvement révolutionnaire, résolu à instaurer un gouvernement révolutionnaire, populaire et démocratique.



ABONNEMENTS A FARABUNDO

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien : à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion au Comité salvador : à partir de 100 F

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Somme versée :

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador,
68 rue de Babylone, Paris 7^e.

Abonnement seul

Soutien

Abonnement + adhésion

Solidarité avec le Peuple d'El Salvador en lutte

Le 27 novembre 1980, au Salvador, six membres de la Commission Exécutive du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) étaient assassinés par la junte militaire démocrate chrétienne.

Un an après, le mouvement d'opposition populaire, organisé et dirigé par le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN) et le FDR, a prouvé le caractère irréductible de son combat. En dépit du soutien apporté par le gouvernement des Etats-Unis à l'armée de la junte, le peuple du Salvador avance dans la lutte pour sa libération et son autodétermination.

La légitimité de cette lutte, évoquée dans la déclaration commune des gouvernements français et mexicain en août dernier, a permis d'élargir la solidarité internationale autour de l'alliance FMLN-FDR, reconnue comme force politique représentative du peuple salvadorien.

Face à l'ingérence des Etats-Unis au Salvador, et aux risques d'intervention armée en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, cette solidarité doit se manifester avec une force accrue. Pour garantir le droit à l'autodétermination et préserver la sécurité et la paix en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, la représentation du FMLN-FDR en France appelle à une Marche Nationale de solidarité qui aura lieu le samedi 28 novembre 1981 à Paris.

FDR-FMLN, France.

**Les Comités de solidarité avec le Peuple
d'El Salvador appellent à participer à cette Marche**

**samedi 28 novembre
à 14 heures
Place de la Nation**

- **Pour le droit à l'autodétermination du peuple salvadorien.**
- **Pour le retrait des conseillers nord-américains du Honduras et du Salvador.**
- **Pour l'arrêt de l'aide militaire aux dictatures du Guatemala, du Salvador et du Honduras.**